



CAMP DE RÉFUGIÉ-E-S D'UNCHIPRANG

Observatoire des Camps de Réfugié-e-s
Pôle Étude et Recensement des camps
Zone Asie Pacifique

LAPEYRE Galatée
Juin 2019

 **-CR**
L'OBSERVATOIRE
des camps de réfugiés

PHOTO ©: XAVIER FRÈRE - 23 DÉC. 2017



CAMP DE RÉFUGIÉ-E-S D'UNCHIPRANG

Localisation du camp

CONTEXTE D'INSTALLATION DU CAMP

Contexte de création du camp

Population accueillie

RÔLE DE L'ÉTAT HÔTE

La réponse du gouvernement bangladais

LA GESTION DU CAMP

Les gestionnaires du camp

Les services assurés dans le camp

ÉTUDE DES PRINCIPAUX PROBLÈMES ET BESOINS

Le système majhi : corruption et abus de pouvoir

Un environnement hostile

Camp informel et vie sans statut, vulnérabilité
accrue

Le défi de l'accès à l'eau

Baisse des financements internationaux

L'impossible retour" des rohingyas

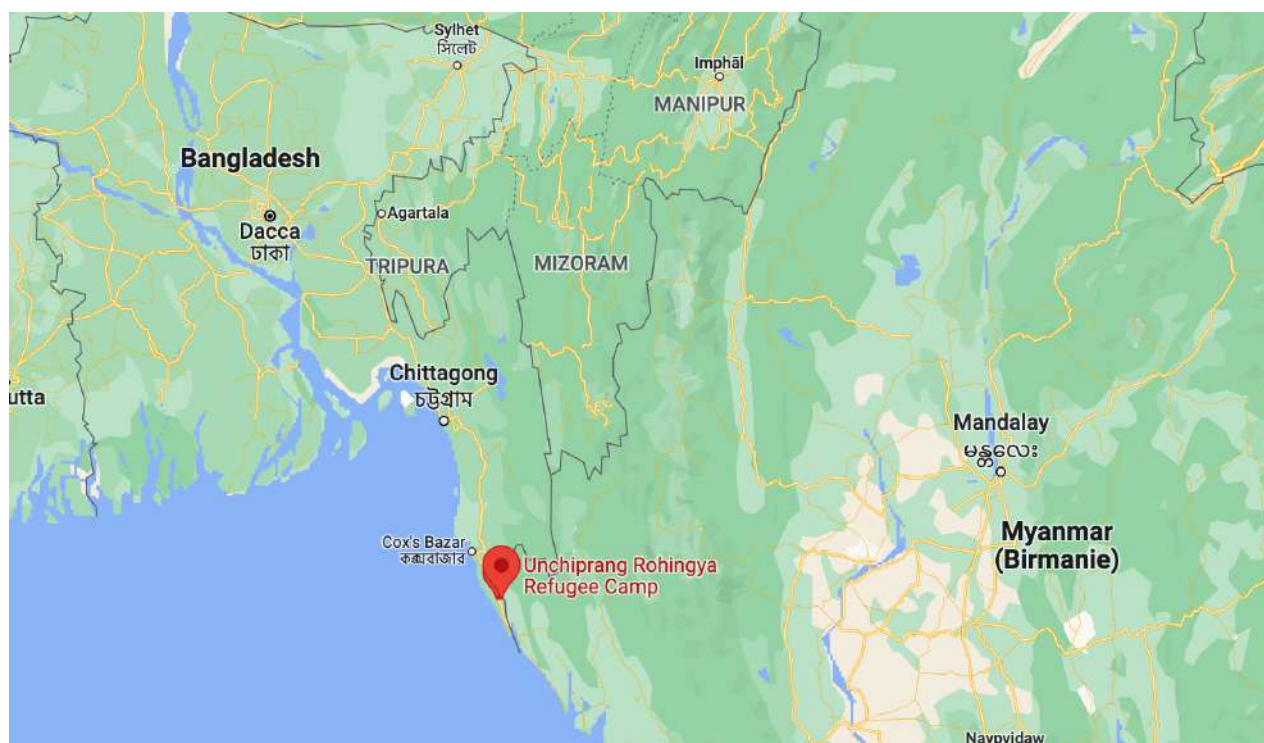
SOURCES ET RÉFÉRENCES

Localisation du camp d' UNCHIPRANG



LE CAMP UNCHIPRANG SE SITUE :

- est situé dans une partie reculée de l'Upazila de Teknaf, au sein du district de Cox's Bazar, au sud-est du Bangladesh. N (48-51-45-81- E (2-17-15.331)



SOURCE : GOOGLE MAPS

CONTEXTE D'INSTALLATION DU CAMP

CONTEXTE DE CRÉATION DU CAMP

Le camp de Unchiprang, aussi connu par les acteur-ice-s locaux-ales sous l'appellation « Camp 22 », est situé dans une partie reculée de l'Upazila[1] de Teknaf, au sein du district de Cox's Bazar, au sud-est du Bangladesh.

Camp de fortune construit au coeur de la jungle sur un terrain accidenté et vallonné, Unchiprang a vu le jour, comme la grande majorité des camps et sous-camps de la région, à la suite d'une recrudescence des violences envers la communauté Rohingya du Myanmar voisin. Il abrite aujourd'hui plus de 20 000 exilé.e.s rohingyas[2].

Les Rohingyas, un groupe ethnique musulman principalement originaire du nord de l'État de Rakhine au Myanmar, État à majorité bouddhiste, ont été confronté-e-s à des décennies de déplacement forcé, de discriminations et de restrictions imposées par le gouvernement birman[3].

En 1982, le Myanmar a adopté une loi sur la citoyenneté[4] qui a rendu les Rohingyas apatrides. Ils n'ont pas été reconnus comme faisant partie des cent trente-cinq ethnies répertoriées dans le pays, et ce en dépit du fait que cette communauté y résidait depuis des générations[5].

En tant que « non-citoyen-ne-s », les Rohingyas demeurent la cible de nombreuses exactions basées sur des critères discriminatoires et voient un large éventail de leurs droits fondamentaux être bafoués.

Par exemple, leurs déplacements en dehors de l'État de Rakhine sont étroitement limités. Étant donné que près de la moitié d'entre eux sont des travailleur-se-s journalier-ère-s vivant sous le seuil de pauvreté, ces restrictions de déplacement ont affecté leur capacité à trouver du travail ou à faire commerce de denrées.



Par ailleurs, les membres de la communauté rohingya restent fréquemment assujettis au travail forcé (entretien des camps militaires et des routes, travail dans les plantations...).

Certaines de leurs terres ont été confisquées par les autorités, et ils-elles sont nombreux-ses à avoir été chassé-e-s de force de leurs foyers sans compensation[6]. Enfin, les Rohingyas n'ont pas accès aux services sociaux et à l'instruction publique. Le Myanmar leur a imposé une réglementation stricte en matière de contrôle des naissances et des mariages. Ces violations graves et répétées des droits fondamentaux des Rohingyas ont également été, à plusieurs reprises, accompagnées de violences infligées par les forces de l'ordre birmanes et les milices bouddhistes — à tel point qu'en 2017, la communauté Rohingya a été considérée comme étant « la minorité la plus persécutée au monde » par les Nations Unies[7].

Le 25 août 2017, dans l'Etat de Rakhine, des rebelles rohingyas ont été accusés d'avoir attaqué une vingtaine de postes-frontières, faisant douze morts dans les rangs de policiers, en protestation contre l'absence d'avancées sur le dossier de la minorité musulmane. Ces attaques ont été suivies d'une répression militaire de grande envergure. Selon les estimations de la Mission d'établissement des faits de l'ONU, durant sa campagne meurtrière menée contre des centaines de villages rohingyas à la fin de l'année 2017, l'armée birmane aurait tué au moins 10 000 civils rohingyas. Ces violences ont conduit près de 740 000 personnes à fuir au Bangladesh voisin[8]. C'est dans ce contexte que le camp d'Unchiprang a vu le jour.

À la suite des critiques de la communauté internationale, le gouvernement birman annonce préparer le retour de sa minorité musulmane. Néanmoins, nombreux-ses sont les acteurs politiques, les ONGs et les Rohingyas qui jugent que les conditions pour un retour réussi, c'est-à-dire, d'après le porte-parole des Nations-Unies, un retour « volontaire, durable » et qui interviendrait « en toute sécurité et dans la dignité », ne sont pas réunies. Selon l'UNICEF, même si les conditions de vie dans les camps sont difficiles, elles restent préférables aux risques liés à un éventuel retour au Myanmar[9].



LA POPULATION ACCUEILLIE

Tous-tes les résident-e-s du camp de Unchiprang sont des Rohingyas. 95% d'entre elles-eux sont arrivé-e-s à la suite des évènements du 25 août 2017[10].

Selon les données récoltées par le HCR, **21 188** personnes résideraient au sein du camp[11], et plus de la moitié des personnes interrogées ont déclaré vivre dans des foyers habités par cinq à neuf personnes[12].

En février 2020, la dynamique démographique du camp était la suivante :



LE RÔLE DE L'ÉTAT HÔTE

LA RÉPONSE DU GOUVERNEMENT BANGLADAIS

En acceptant d'ouvrir sa porte à près de 700 000 Rohingyas, le Bangladesh a été salué par la communauté internationale. Selon Salil Shetty, ancienne Secrétaire général d'Amnesty International, « *le Bangladesh a fait preuve d'une immense générosité en ouvrant sa porte à près de 700 000 réfugié-e-s* »[13].

Aussi, le Bangladesh a puisé dans ses ressources nationales pour faire face à la crise des Rohingyas.

Conformément à ses obligations internationales, le pays a mis à disposition 2 000 hectares de terres pour y installer des abris provisoires, a fourni une aide alimentaire, déployé des équipes médicales mobiles, construit des routes d'accès aux camps, aménagé des points d'eau et des installations d'assainissement, et mené des campagnes de vaccination à grande échelle[14].

Toutefois, le Bangladesh n'est signataire ni de la Convention de 1951 relative au statut des réfugié-e-s, la pierre angulaire du droit d'asile, ni de la Convention de 1954 relative au statut d'apatride. Cela signifie que les droits fondamentaux des réfugié-e-s y séjournant ne sont pas garantis.

Au début des années 1990, le HCR et le gouvernement bangladais ont conjointement œuvré à inscrire les exilé-e-s sur des listes leur ouvrant le droit à la reconnaissance du statut de réfugié.

Cette coopération a toutefois été dénoncée comme étant un moyen mis en œuvre par les autorités bangladaises pour garder la mainmise

sur le nombre de personnes reconnues et bénéficiant d'aides.

En outre, depuis 1992, le gouvernement bangladais n'autorise plus le HCR à enregistrer de nouvelles réfugié-e-s. Par conséquent, les Rohingyas résidant au Bangladesh ne bénéficient d'aucun statut juridique, et sont considéré-e-s comme des « immigré-e-s illégales-aux », susceptibles d'être expulsé-e-s de force[15].

Cela a été le cas, par exemple, en 1992 et 1997, lorsque le gouvernement bangladais a procédé à des rapatriements forcés de centaines de Rohingyas dans des conditions particulièrement violentes : des enfants ont été séparé-e-s de leurs parents, et des personnes malades ou en situation de handicap ont été expulsées sans aucun soutien médical[16].

LA GESTION DU CAMP

LES GESTIONNAIRES DU CAMP



Les « Camp-in-Charge » (CiCs) ou « responsables de camp »

oeuvrent sous l'égide du bureau du Refugee Relief and Repatriation Commission (RRRC) et ont été mandatés par les autorités bangladaises pour assurer la gestion du camp d'Unchiprang et des autres camps de la région. Des agences de soutien à la gestion des sites ont été déployées dans tous les camps pour appuyer les CiCs. Les CiCs président régulièrement des réunions de coordination avec les structures qui assurent les prestations de services dans les camps[17].



Les autorités et l'armée bangladaise

ont également recours au système « majhi » pour les soutenir dans leurs activités de gestion des camps[18]. Instauré au début des années 90, ce système a été rétabli à la suite de l'afflux de 2017 pour permettre au gouvernement d'organiser l'arrivée rapide d'un grand nombre de personnes. Les majhis ont été sélectionnés et nommés de manière informelle par l'armée. Ils supervisent un bloc et sont notamment chargés de l'organisation des distributions humanitaires et de la communication entre le gouvernement bangladais, les organisations humanitaires et la communauté de réfugié-e-s. Au fil du temps, la liste des tâches incombant aux majhis s'est allongée pour inclure des responsabilités telles que la gestion des petits litiges, ainsi que la sécurité du site et de ses résident-e-s. Les organisations humanitaires font régulièrement appel aux majhis, qu'ils consultent notamment pour planifier des projets et évaluer les besoins des résident-e-s des camps. Les majhis sont également fréquemment sollicités par l'armée et par les CiCs pour répondre à des questions de gestion. Ainsi, les majhis occupent une véritable position de pouvoir au sein de la communauté d'exilé-e-s[19].

SERVICES ASSURÉS DANS LE CAMP

Liste des organes présents dans le camp et leur rôle[20] :



| ÉDUCATION

ONG/ORGANISATION INTERNATIONALES



UNICEF



INTERNATIONAL
RESCUE
COMMITTEE

ACTEURS LOCAUX

- BRAC,
- CODEC,
- MUKTI,
- RISDA,
- JCF.



| SANTÉ ET PSYCHOLOGIE

ONG/ORGANISATION INTERNATIONALES



HANDICAP
INTERNATIONAL



MSF

ACTEURS LOCAUX

- BANGLADESH
RURAL
ADVANCEMENT
COMMITTEE
(BRAC),
- MI/GK



| VIOLENCES BASÉES SUR LE GENRE (VSG)

ONG/ORGANISATION
INTERNATIONALES

UNFPA

ACTEURS LOCAUX

- MUKTI



| URGENCE, LOGEMENT, CONSTRUCTION

ONG/ORGANISATION
INTERNATIONALES

OIM



ICRC



UNHCR



OXFAM

ACTEURS LOCAUX

- UTTARAN,
BANGLADESH RED
CRESCENT
SOCIETY (BDRCS),
- BRAC



| EAU, ASSAINISSEMENT, HYGIÈNE, ALIMENTATION

ONG/ORGANISATION
INTERNATIONALES

UNICEF



ICRC



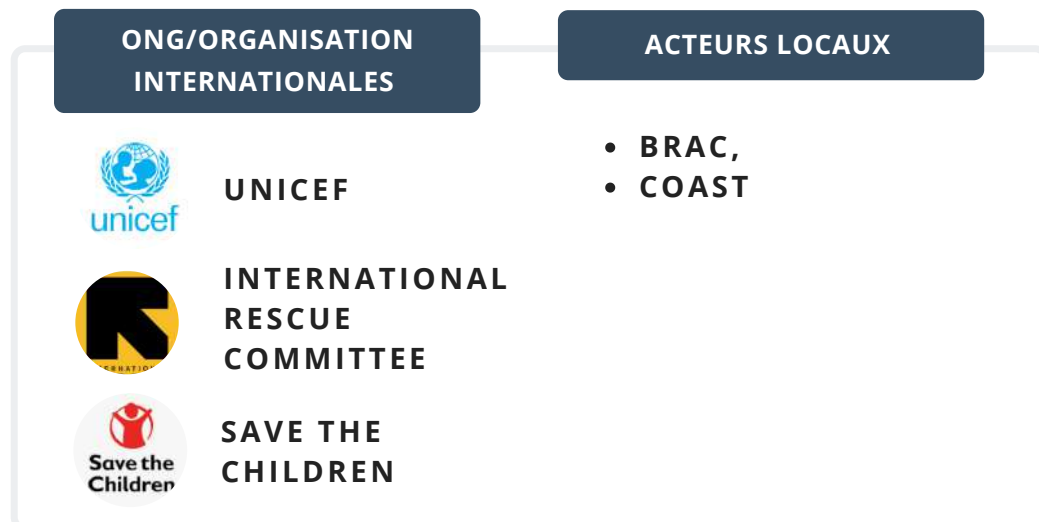
OXFAM

ACTEURS LOCAUX

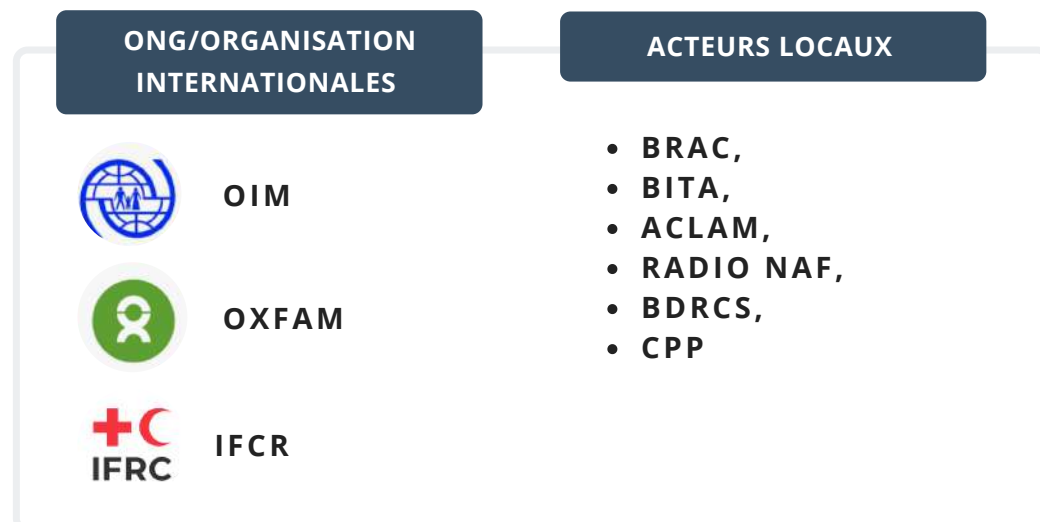
- BRAC,
- WWI,
- CODEC



| PROTECTION DE L'ENFANCE



| COMMUNICATION AVEC LES COMMUNAUTÉS



| ENVIRONNEMENT[21]





L'accès à la santé

L'accès à la santé dans les camps de Cox's Bazar est un enjeu crucial. En effet, les réfugié-e-s rohingyas souffrent souvent de blessures physiques et de traumatismes dus à la violence dont ils ont été témoins au Myanmar ou au cours de leur trajet vers le Bangladesh. En outre, de nombreux-ses Rohingyas ont eu un accès restreint à la santé tout au long de leur vie[22]. De plus, d'après l'ONG Humanité et Inclusion (HI), plus de 65% des réfugié-e-s rohingyas ont besoin d'une aide psychosociale d'urgence pour faire face aux expériences traumatisantes qu'ils ont vécues [23]. De fait, parmi les exilé-e-s des camps de Shamlapur et Unchiprang, 63% ont déclaré avoir vu des villages entiers être rasés, 40% ont été témoins de tueries de masse visant des membres de leur communauté, 13% d'abus sexuel de femmes et 5% de meurtres d'enfants[24].

Les activités curatives au sein du camp sont assurées par cinq cliniques et trois centres de vaccination[25]. Ces chiffres sont complexes à interpréter et à mettre en perspective. En effet, d'autres camps de la région avec une population similaire disposent de moins de cliniques — il n'y a par exemple que quatre cliniques et aucun centre de vaccination dans le camp numéro 6, qui présente un nombre de résident-e-s similaire à celui d'Unchiprang. Néanmoins, ce camp est beaucoup moins isolé qu'Unchiprang, et il est possible que ses résident-e-s puissent également bénéficier des services des cliniques présentes dans les camps alentour. À l'inverse, le camp 12 dispose de douze cliniques, soit plus du double du nombre de cliniques à Unchiprang pour un nombre similaire de résident-e-s[26]. De plus, les capacités de prise en charge desdites cliniques diffèrent aussi bien quantitativement que qualitativement. Il est donc utile de se référer aux standards SPHERE, c'est-à-dire l'ensemble de principes et de standards

minimaux qui s'appliquent aux domaines techniques de l'intervention humanitaire - ici, la santé. L'un des indicateurs SPHERE relatif à l'accès à la santé est le suivant : le pourcentage de la population pouvant accéder aux soins primaires en une heure de marche depuis leur lieu de résidence doit être d'au moins 80%[27]. À Unchiprang, 69% des sondé-e-s ont indiqué que l'établissement de santé le plus proche de leur lieu de résidence se trouvait à moins de quinze minutes à pied[28]. Ainsi, il semble que la couverture sanitaire du camp soit relativement adéquate.

Les deux postes de secours installés par MOAS traitent jusqu'à 300 résident-e-s d'Unchiprang par jour. Les cas les moins graves se voient prescrire des médicaments qu'ils peuvent récupérer gratuitement à la pharmacie attenante. Les cas plus graves sont quant à eux traités dans une clinique d'urgence qui dispose de technologies permettant aux médecins d'effectuer des interventions chirurgicales mineures. Une ambulance est également à disposition pour transférer des patient-e-s à l'hôpital[29]. Par ailleurs, depuis 2019, MOAS oeuvre à la mise en place d'équipes médicales mobiles en mesure de répondre aux urgences dans les zones du camp difficiles d'accès[30].

Les personnes en situation de handicap peuvent bénéficier de séances de réadaptation dispensées par HI, qui distribue également des aides à la mobilité (fauteuils roulants, déambulateurs, béquilles...)[31].

Quant au soutien psychologique et, plus largement, au soutien psychosocial des exilé-e-s, il est notamment pris en charge par le personnel du centre de santé primaire de Médecins sans frontières (MSF). Ouvert 24h/24, ce centre assure jusqu'à deux-cents consultations par jour et propose un appui médical et psychosocial[32]. Les enfants peuvent également participer à des activités thérapeutiques adaptées au sein du « Child-friendly space » de l'organisation Save the Children International (SCI)[33]. Enfin, les femmes, et notamment celles victimes de violences sexuelles, peuvent bénéficier d'un soutien psychologique spécifique dans l'espace d'accueil du Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA) qui leur est dédié[34].

L'accès à l'eau, l'hygiène et l'assainissement

L'eau disponible dans le camp provient d'une source située dans les montagnes, mais ce sont les traitements et les filtres mis en place par l'UNICEF et son partenaire, Oxfam, qui la rendent potable. Des stations d'épuration, qui retirent les sédiments présents dans l'eau et y ajoutent du chlore, sont également exploitées par Oxfam à la périphérie du camp. Environ 300 kilolitres d'eau sont traités quotidiennement, pompés vers des réservoirs de stockage et alimentés vers un réseau de 27 robinets répartis dans tout le camp[35]. 88% des ménages résidant à Unchiprang déclarent collecter au moins 3 litres d'eau potable par personne et par jour[36], ce qui est en accord avec les standards humanitaires SPHERE[37].

Résilience et réduction des risques de catastrophes

En 2019, MOAS a choisi de concentrer ses activités sur des formations relatives à la gestion des inondations et à la salubrité de l'eau. Le but de ce

recentrage est de renforcer la résilience des exilé-e-s en leur donnant les moyens de soutenir leurs propres communautés et de les préparer aux dangers de la mousson et aux cyclones qui frappent régulièrement le pays [38].

En 2018, l'OIM a distribué des Upgrade Shelter Kits et des Tie-down Kits composés de cordes, de câbles et de sacs de sable pour permettre aux résident-e-s d'Unchiprang de renforcer leurs abris. En effet, la plupart de ces abris sont faits de bambou, de polyéthylène et de bâches en plastique, et sont par conséquent vulnérables aux aléas climatiques[39].

L'accès à l'éducation

Une étude réalisée dans les camps de Shamlapur et de Unchiprang a montré que la majorité des jeunes rohingyas fréquentaient des centres d'apprentissage, surtout destinés aux enfants en âge d'aller à l'école primaire, ou bien suivaient une éducation religieuse dans les madrasas du camp[40]. 79% des personnes interrogées n'ayant que deux enfants, dont un de sexe masculin et un de sexe féminin, ont déclaré que leurs deux enfants suivaient « une certaine forme d'éducation »[41].

Il y a 22 centres d'apprentissage au sein du camp[42]. Il convient toutefois de souligner que selon l'UNICEF, ces centres offrent essentiellement une éducation basique et informelle ainsi que « la possibilité de jouer et de dessiner »[43].

Jusqu'en 2020, le gouvernement du Bangladesh interdisait toute instruction publique pour les enfants vivant dans les camps. Cependant, en janvier 2020, les autorités bangladaises ont autorisé la scolarisation des enfants rohingyas, et ont déclaré qu'ils-elles pourraient bénéficier de services d'instruction basés sur le programme scolaire du Myanmar, jusqu'à l'âge de quatorze ans[44].



Si cette annonce représente un changement important, la question demeure néanmoins de savoir si ces nouvelles mesures seront, dans un pays déjà confronté à la déscolarisation de 4,3 millions de ses nationaux, réellement appliquées[45].



L'accès à la formation

En 2018, l'UNICEF rapportait que 97% des réfugié-e-s rohingyas entre 15 et 18 ans n'étaient pas scolarisé-e-s[46]. Par le biais de l'annonce susmentionnée, le gouvernement bangladais a précisé que les enfants réfugié-e-s de plus de quatorze ans pourraient désormais bénéficier de formations professionnelles.

Dans le centre communautaire pour femmes d'Unchiprang, des formations en compétences de la vie courante (« life skills ») ainsi que des formations professionnelles sont dispensées par l'UNFPA. Grâce à ce centre, les femmes Rohingyas peuvent apprendre des techniques artisanales diverses, comme la couture ou la fabrication de bijoux. En s'engageant dans ce type d'activités de subsistance, elles ont la possibilité de devenir plus indépendantes[47].



PHOTO ©: EUROPEAN UNION 2018

Si cette annonce représente un changement important, la question demeure néanmoins de savoir si ces nouvelles mesures seront, dans un pays déjà confronté à la déscolarisation de 4,3 millions de ses nationaux, réellement appliquées[45].



L'accès à la formation

En 2018, l'UNICEF rapportait que 97% des réfugié-e-s rohingyas entre 15 et 18 ans n'étaient pas scolarisé-e-s[46]. Par le biais de l'annonce susmentionnée, le gouvernement bangladais a précisé que les enfants réfugié-e-s de plus de quatorze ans pourraient désormais bénéficier de formations professionnelles.

Dans le centre communautaire pour femmes d'Unchiprang, des formations en compétences de la vie courante (« life skills ») ainsi que des formations professionnelles sont dispensées par l'UNFPA. Grâce à ce centre, les femmes Rohingyas peuvent apprendre des techniques artisanales diverses, comme la couture ou la fabrication de bijoux. En s'engageant dans ce type d'activités de subsistance, elles ont la possibilité de devenir plus indépendantes[47].



PHOTO ©: EUROPEAN UNION 2018

ÉTUDE DES PRINCIPAUX PROBLÈMES ET BESOINS

LE SYSTÈME MAJHI : CORRUPTION ET ABUS DE POUVOIR

Le système majhi présente d'importantes limites. En effet, il n'est pas rare que des majhis corrompus abusent de leur position privilégiée au sein du camp. Plusieurs rapports des Nations Unies ont documenté ces abus, qui se caractérisent par des paiements en échange du versement de documents d'état civil bangladais, un détournement de l'aide humanitaire ou encore des formes d'exploitation et d'abus sexuels à l'encontre des réfugié-e-s.(48) Par ailleurs, les majhis sont presque toujours des hommes (49). Par conséquent, il est à craindre que les résidentes du camp ne se sentent pas suffisamment en confiance pour leur faire part de certaines de leurs revendications, notamment celles relatives aux violences sexuelles et basées sur le genre.

“
PAR CONSÉQUENT, IL EST À CRAINDRE QUE LES RÉSIDENTES NE SE SENTENT PAS SUFFISAMMENT EN CONFIANCE POUR FAIRE PART AUX MAJHIS DE CERTAINES DE LEURS REVENDICATIONS, NOTAMMENT CELLES RELATIVES AUX VIOLENCES SEXUELLES ET BASÉES SUR LE GENRE.
”

UN ENVIRONNEMENT HOSTILE

La typographie du camp d'Unchiprang, construit à la hâte pour faire face à la recrudescence des violences au Myanmar, est une source importante de difficultés. En effet, ce camp « spontané » est situé au cœur de la jungle, sur un terrain boueux et vallonné, ce qui complexifie les déplacements de ses résident-e-s. De fait, en novembre 2019, 45% des résident-e-s d'Unchiprang disaient qu'ils-elles se sentiraient plus en sécurité si les chemins et les routes du camp étaient améliorés (50).



SOURCE : UNCHIPRANG (ISCG, 2018)



SOURCE : XAVIER FRÈRE, 2018

Si la superficie du camp est relativement petite, il n'en demeure pas moins que les personnes à mobilité réduite, âgées et en situation de handicap notamment, pâtissent de l'impraticabilité des sentiers. Les barrières à la mobilité que constituent les chemins boueux et le relief du paysage sont particulièrement problématiques étant donné que l'essentiel des services disponibles, en particulier ceux relatifs aux soins et à l'aide humanitaire, sont concentrés dans une zone unique, à la périphérie du site.

Aussi, les sentiers accidentés d'Unchiprang rendent particulièrement difficile l'acheminement de l'aide humanitaire. Concrètement, une personne à mobilité réduite ne peut pas emprunter les chemins étroits, escarpés et glissants qui séparent les abris, et il sera difficile pour une femme isolée et qui ne veut pas laisser ses enfants seuls de bénéficier des distributions de nourriture. (51) A cet égard, il convient de noter que 24% des familles résidant dans le camp ont des besoins dits « spécifiques », c'est-à-dire liés à leur état de santé, leur âge, leur handicap, ou encore leurs situations maritale et parentale. (52)

À ces difficultés importantes d'accès s'ajoutent les défis uniques que présente la mousson, qui débute en avril-mai pour voir les pluies grimper au cours de l'été, avec 1 060 mm de précipitations dans l'est du pays en juillet. En comparaison, le record français depuis le début des relevés météorologique est de 282 mm d'eau en janvier 2018 (53). De nombreux abris sont vulnérables aux coulées de boue et aux glissements de terrain, d'autant plus que le sol sableux est particulièrement instable. De plus, les chemins étroits qui sillonnent le camp sont traversés par des petits ruisseaux d'eau sale qui inondent les abris de faible altitude lorsqu'il pleut. (54) Enfin, le déboisement massif de la forêt alentour pour fournir du bois aux réfugié-e-s a fragilisé davantage la zone et ses habitante-s, car la forêt constitue une barrière naturelle utile pour retenir les sols en cas de pluie et pour réduire la puissance des vents cycloniques.(55)



CAMP INFORMEL ET VIE SANS STATUT, VULNÉRABILITÉ ACCRUE

Au Bangladesh, les deux seuls camps dits « officiels » sont ceux de Kutupalong et de Nayapara. Ils ont été créés au début des années 1990, sont gérés par le HCR et accueillent les seul-e-s exilé-e-s aujourd'hui reconnu-e-s et enregistré-e-s en tant que « réfugié-e-s » au Bangladesh. Les camps non-officiels sont les camps établis par les exilé-e-s arrivé-e-s après 1991 et avant le 25 août 2017. Enfin, les camps « spontanés », dont Unchiprang fait partie, sont ceux qui ont été créés à la suite de l'afflux massif du mois d'août 2017[56].

En tant que résident-e-s d'un camp dit « spontané », les habitant-e-s d'Unchiprang ne sont pas reconnu-e-s par le gouvernement bangladais et leurs enfants ne sont pas enregistrés à l'état civil. N'étant pas admis-es au statut de réfugié, (voir 4.), les Rohingyas encampé-e-s sont dans l'impossibilité de mener une vie normale. Leurs déplacements sont limités, leurs enfants ont un accès restreint à l'instruction, et ils sont rarement en mesure d'obtenir un travail formel et légal. En effet, presque toutes les personnes interrogées à Unchiprang ont déclaré être en recherche d'emploi[57]. Le droit au travail est pourtant essentiel pour réduire la vulnérabilité des personnes déplacées et renforcer leur résilience. Sans possibilité de travailler, ils-elles sont particulièrement dépendant-e-s de l'aide humanitaire[58].



LE DÉFI DE L'ACCÈS À L'EAU

Si, comme évoqué précédemment, des infrastructures ont été mises en place au sein du camp pour garantir l'accès à l'eau, l'hygiène et l'assainissement, les écueils sanitaires y demeurent néanmoins considérables. D'abord, l'accès à l'eau potable demeure un défi important. Alors que les standards SPHERE indiquent que le volume moyen d'eau utilisé par un foyer pour la boisson et l'hygiène domestique devrait être d'au moins quinze litres par personnes et par jour[59], seule la consommation de 59% des foyers d'Unchiprang répond à cette norme[60]. En outre, 54% des foyers ont déclaré avoir des difficultés d'accès à l'eau, les principales étant les temps d'attente aux points d'eau (38% des personnes interrogées), l'éloignement des sources d'eau (29%) et, enfin, le fait que l'eau ne soit pas toujours disponible (18%) [61]. Enfin, de nombreux-ses exilé-e-s ont déclaré rencontrer des difficultés relatives à l'hygiène. En effet, 89% des latrines du camp sont mixtes, et 96% disposent d'un éclairage insuffisant[62].



BAISSE DES FINANCEMENTS INTERNATIONAUX

Les besoins humains et matériels dans les camps de déplacé-e-s Rohingyas sont colossaux, et l'urgence humanitaire se prolonge. Plusieurs travailleur-euse-s humanitaires ont manifesté leur inquiétude quant à la baisse de l'aide internationale en faveur des Rohingyas. D'après Alice Baillat, chercheuse à l'IRIS :

« *lorsqu'une crise dure dans le temps, elle se retrouve au bout d'un moment remplacée par une autre dans les médias, occupant alors moins le devant de la scène et tombant aux oubliettes. Cela se traduit par une baisse des dons, notamment des particuliers, les gens pensant que si on n'en parle plus, c'est que la crise est résolue* » [63]. »

Avec seulement 69% de l'aide humanitaire couverte en 2019, le manque de financement restreint l'accès des exilé-e-s Rohingyas à des services essentiels comme la santé, la protection ou l'éducation, et les expose à tous les types de trafics qui se développent aux alentours des camps[64].

L'« IMPOSSIBLE RETOUR » DES ROHINGYAS

La question du rapatriement des déplacé-e-s rohingyas constitue un enjeu politique de taille pour le gouvernement bangladais. L'un des plus pauvres pays du monde, le Bangladesh peine à gérer cette crise humanitaire, et ne souhaite pas favoriser l'installation définitive des exilé-e-s. Selon une enquête du BRAC, l'ONG locale la plus importante, seulement 30% de la population locale serait aujourd'hui favorable à l'accueil des réfugié-e-s, tandis que le reste estimerait que l'arrivée massive de Rohingyas leur aurait causé du tort sur le plan économique[65].

A la mi-novembre 2018, le camp de Unchiprang a fait l'objet d'une attention médiatique particulière. Aux termes d'un accord avec le Myanmar, le Bangladesh devait lancer le rapatriement d'un premier groupe de 2 251 Rohingyas, au rythme de cent-cinquante personnes par jour. Des autobus avaient été affrétés pour conduire les « candidat-e-s au retour » à la frontière entre les deux pays ; mais l'opération s'est soldée par un échec. Aucun-e des 150 « candidat-e-s » ne s'est présenté-e, et un millier de Rohingyas se sont réunis à Unchiprang pour manifester leur mécontentement[66].

En conséquence, l'ONU a sommé les autorités bangladaises de mettre un terme à l'opération, estimant que les conditions d'un retour durable et

réussi (voir 1.) n'étaient pas réunies du fait des risques de persécution encourus par les Rohingyas dans leur pays d'origine. Ainsi, les personnes encampées demeurent sous la menace de persécutions rendant un éventuel retour dangereux[69].



SOURCES ET RÉFÉRENCES

- [1] L'Upazila est une subdivision administrative du Bangladesh.
- [2] UNHCR, Rohingya Refugee Response, UNHCR & Partners Presence (3Ws) in Cox's Bazar District, 31 mars 2020. <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/75570.pdf>
- [3] Xchange Foundation, Snapshot Survey An Insight into the Daily Lives of the Rohingya in Unchiprang & Shamlapur, 2018, p.5. <http://xchange.org/snapshot-survey/>
- [4] Pour une lecture (en anglais) de la loi birmane sur la citoyenneté de 1982, voir le lien ci-après : <https://www.refworld.org/docid/3ae6b4f71b.html>
- [5] Amnesty international, Myanmar, La minorité Rohingya : déni des droits fondamentaux, 2014, p.1.
- [6] Amnesty international, La minorité Rohingya, op.cit.
- [7] OCHR, « Human Rights Council opens special session on the situation of human rights of the Rohingya and other minorities in Rakhine State in Myanmar », 5 décembre 2017. <https://www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=22491&LangID=E>
- [8] Amnesty International, « Au Myanmar, deux ans après l'exode des Rohingyas, l'impunité persiste pour l'armée », 26 août 2019. <https://www.amnesty.fr/justice-internationale-et-impunite/actualites/au-myanmar-deux-ans-apres-l'exode-des-rohingyas-limpunite>
- [9] UNICEF, « Geneva Palais briefing note: Rohingya refugee repatriation and the situation in Rakhine State, Myanmar », 16 novembre 2018. <https://reliefweb.int/report/bangladesh/geneva-palais-briefing-note-rohingya-refugee-repatriation-and-situation-rakhine>
- [10] UNHCR, Bangladesh: UNHCR Camp Settlement and Protection Profiling, Round 6, November 2019, p. 82. <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/73353.pdf>
- [11] UNHCR, Rohingya Refugee Response, UNHCR & Partners Presence (3Ws) in Cox's Bazar District, 31 mars 2020. <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/75570.pdf>
- [12] Xchange Foundation, Snapshot Survey, op. cit., p.13.
- [13] United nations, "'No other conclusion', ethnic cleansing of Rohingyas in Myanmar continues - senior UN rights official", 06 mars 2018. <https://news.un.org/en/story/2018/03/1004232>
- [14] Amnesty International, « Le Bangladesh et la crise des réfugiés rohingyas », 6 avril 2018 <https://www.amnesty.fr/conflits-armes-et-populations/actualites/focus-sur-la-rencontre-entre-le-secretaire-general>, consulté le 23 avril 2020.
- [15] La Banque Mondiale, « La crise des Rohingyas exige une aide internationale accrue », 2 juillet 2018 <https://www.banquemondiale.org/fr/news/feature/2018/07/02/rohingya-crisis-needs-world-support>, consulté le 23 avril 2020.
- [16] J. BAZIN, « Rohingyas, Réfugiés et Apatrides », Plein Droit, n°10, octobre 2016 p. 30.
- [17] K. LONG, "Back to where you once belonged : A historical review of UNHCR policy and practice on refugee repatriation", United Nations High Commissioner for Refugees Policy Development and Evaluation Service (PDES), septembre 2013 ; Amnesty International, "Myanmar/Bangladesh, Rohingyas - The Search for Safety", septembre 1997. <https://www.amnesty.org/es/wp-content/uploads/2021/06/asa130071997en.pdf> consulté le 07 mai 2020.
- [18] Inter Sector Coordination Group (ISCG), 2019 Joint Response Plan for Rohingya Humanitarian Crisis - January to December, pp. 20-1 <https://www.humanitarianresponse.info/en/operations/bangladesh/document/2019-joint-response-plan-rohingya-humanitarian-crisis-january>.
- [19] ACAPS, Rohingya Crisis: Governance and community participation, 2018, pp. 2-3. https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/20180606_acaps_npm_report_camp_governance_final_0.pdf
- [20] ISCG, Bangladesh: Cox's Bazar refugee response (4W) as of March 2020, avril 2020. <https://reliefweb.int/map/bangladesh/bangladesh-cox-s-bazar-refugee-response-4w-march-2020-enbn>
- [21] N.B: Pour plus d'information sur la Communication avec les communautés, voir le lien suivant (en anglais): <https://www.unhcr.org/innovation/communicating-with-communities/>
- [22] MOAS, « Focus on Unchiprang », blog, consulté le 18 avril 2020. <https://www.moas.eu/blog-focus-on-unchiprang>
- [23] Humanity & Inclusion, « Rohingya refugee live in inhumane conditions », entretien avec Gilles Nouziès, manager du bureau Asie de l'ONG HI, consulté le 19 avril 2020. <https://humanity-inclusion.org.uk/en/news/rohingya-refugees-live-in-inhumane-conditions>
- [24] Xchange Foundation, Snapshot Survey, op. cit., p.6.
- [25] OIM, Rohingya Refugee Sites: Paras and Majhee Blocks, Camp 22, Needs and Population Monitoring, 15 août 2018. https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/npm_para_and_majhee_blocks_-_camp_22_unchiprang.pdf
- [26] Cf OIM, Rohingya Refugee Sites: Paras and Majhee Blocks.
- [27] Association Sphère, Le manuel Sphère : La Charte humanitaires et les Standards minimum de l'intervention humanitaire, quatrième édition, Genève, Suisse, 2018, p 341.
- [28] OIM, Site Profile, Camp 22 (Unchiprang), Round 16 : October 2019, Needs and Population Monitoring, novembre 2019. https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/2019-11-12-iom-npm-sa16-site_profiles_camp_22.pdf
- [28] OIM, Site Profile, Camp 22 (Unchiprang), Round 16 : October 2019, Needs and Population Monitoring, novembre 2019. https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/2019-11-12-iom-npm-sa16-site_profiles_camp_22.pdf
- [29] MOAS, Focus on Unchiprang, op. cit.
- [30] MOAS, Mission - MOAS in Bangladesh <https://www.moas.eu/mission/>, consulté le 11 avril 2020.
- [31] HI, « Rohingya refugees live in inhumane conditions », op. cit.
- [32] MSF, « Bangladesh : Only MSF has 24-hour services here », Project news, 03 octobre 2018. <https://msf.org.au/article/project-news/bangladesh-%E2%80%99Only-msf-has-24-hour-services-here%E2%80%99D>

- [33] Save the Children, The Rohingya crisis : One year of your support, août 2018, p.10
- [34] UNFPA, Mental health and psychosocial support : Rohingya seek refuge in Bangladesh, 2019 <https://www.unfpa.org/sites/default/files/resource-pdf/19-255-MHPSS-Case-BANGLADESH-2019-10-04-1308.pdf> consulté le 10 avril 2020 et UNFPA, « Celebrating International Women's Day - UNFPA invited other organizations to a fair exhibiting their activities », article, 7 mars 2019 <https://bangladesh.unfpa.org/en/news/celebrating-international-womens-day-unfpa-invited-other-organizations-fair-exhibiting-their> consulté le 11 avril 2020
- [35] UNICEF, Futures in the Balance: Building Hope for a Generation of Rohingya Children, août 2018, pp. 24-25 https://www.unicef.org/publications/files/UNICEF_Child_Alert_Rohingya_Aug_2018.pdf
- [36] UNICEF, Water, Sanitation and Hygiene Follow-up Assessment, Monsoon Season (August - October 2018), Camp 22 / Unchiprang, 14 novembre 2018, p.2. <https://reliefweb.int/report/bangladesh/water-sanitation-and-hygiene-follow-assessment-monsoon-season-august-october-7>
- [37] N.B: Le standard SPHERE est de 2.5-3 litres par personne et par jour. Voir Association Sphère, Le manuel, op. cit., p.125.
- [38] MOAS, Mission, op. cit.
- [39] OIM, Rohingya Humanitarian Crisis Response External Update, 8-14 juin 2018, p. 7 <https://reliefweb.int/report/bangladesh/iom-bangladesh-rohingya-humanitarian-crisis-response-external-update-8-14-june>
- [40] N.B: écoles coraniques qui proposent tout un éventail d'enseignements, de l'apprentissage du Coran à des études religieuses plus poussées.
- [41] Xchange Foundation, SnapShot Survey, op. cit., p.17.
- [42] OIM, Rohingya Refugee Sites: Paras and Majhee Block, op. cit
- [44] UNICEF, « Les enfants rohingyas auront-ils la chance d'aller à l'école ? », article, 21 août 2019. <https://www.unicef.fr/article/les-enfants-rohingyas-aurent-ils-la-chance-daller-lecole> consulté le 18 avril 2020.
- [45] Amnesty International, « Les enfants rohingyas obtiennent l'accès à l'éducation », article, 28 janvier 2020. <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2020/01/bangladesh-rohingya-children-get-access-to-education/> consulté le 18 avril 2020.
- [46] UNICEF, « Les enfants rohingyas auront-ils la chance d'aller à l'école ? » op. cit.
- [47] IBID
- [48] UNFPA, « Celebrating International Women's Day », op.cit.
- [49] ACAPS, op. cit., p3
- [50] ibid
- [51] UNHCR, Camp Settlement and Protection Profiling, op.cit., p.81.
- [52] Humanity & Inclusion, « Rohingya refugees live in inhumane conditions », op. cit
- [53] UNHCR, Camp Settlement and Protection Profiling, op.cit., p.82
- [54] T. HAROLD, « La mousson, épreuve à venir pour les Rohingyas réfugiés au Bangladesh », Le Monde, 24 mars 2018, https://www.lemonde.fr/international/article/2018/03/24/la-mousson-epreuve-a-venir-pour-les-rohingya-refugies-au-bangladesh_5275875_3210.html consulté le 28 avril 2020.
- [55] Asian Development Bank (ADB), "Bangladesh: Construction of Internal road & Stair with Drainage facilities", G0582-BAN: Emergency Assistance Project, Project No. 52174-001, mars 2020. https://www.adb.org/sites/default/files/project-documents/52174/52174-001-iee-en_18.pdf
- [56] MOAS, Focus on Unchiprang, op. cit.
- [57] A. BAILLAT, « Rohingyas : chronique d'une catastrophe annoncée », 16 février 2018, tribune, <https://www.iris-france.org/107706-rohingyas-chronique-dune-catastrophe-annoncee/> consulté le 28 avril 2020.
- [58] OIM Bangladesh, Site Assessment Methodology, Needs and Population Monitoring, mars 2018, v2, p.3.
- [59] Xchange foundation, Snapshot Survey, op. cit., p.14.
- [60] R. ZETTER et H. RAUDEL, « Refugees' Right to Work and Access to Labor Markets - An Assessment, Part.1 : Synthesis », Knomad Study, septembre 2016, p.24.
- [61] Association Sphère, Le manuel, op.cit., p.123.
- [62] UNICEF, Water, Sanitation and Hygiene, op. cit., p.2.
- [63] Ibid
- [64] OIM, Rohingya Refugee Sites: Paras and Majhee Blocks, Camp 22, Needs and Population Monitoring, op. cit., p. 1.
- [65] A. BAILLAT, « Rohingyas : un droit au retour impossible ? », entretien, 23 novembre 2018 <https://www.iris-france.org/124598-rohingyas-un-droit-au-retour-impossible/>, consulté le 29 avril 2020.
- [66] Médecins du Monde, « L'Alliance Urgences auprès des réfugiés rohingyas », communiqué, 29 janvier 2020 <https://www.medecinsdumonde.org/fr/actualites/nos-combats/2020/01/29/lalliance-urgences-aupres-des-refugies-rohingyas>, consulté le 29 avril 2020.
- [67] R. PATHAK, « Rohingya refugee crisis: Inside Cox's Bazar, the world's largest refugee camp », The Straits Time, 13 août 2018 <https://www.straitstimes.com/asia/se-asia/rohingya-refugees-city-of-children-old-before-their-time>, consulté le 20 avril 2020.
- [68] M. THEIN AUNG, « Bangladesh: Rohingya repatriation fails amid protests », Radio Free Asia, 15 novembre 2018 <https://www.rfa.org/english/news/myanmar/bangladesh-refugees-11152018173513.html/>, consulté le 20 avril 2020.
- [69] United nations, "'No other conclusion', ethnic cleansing of Rohingyas in Myanmar continues -